

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72
Présents : 44
Excusés : 14
Absents : 14

REUNION DU 24 JUIN 2019

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE DIX NEUF, le LUNDI VINGT QUATRE JUIN à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DIX HUIT JUIN DEUX MILLE DIX NEUF, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT
PRESENTS :

M. ARDJOUNE Madani, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BOUMEDJANE Karim, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, M. CHABANI Hamid, M. CHALLIER Guy, Mme COMAYRAS Christine, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, M. MILLARD Jean-Luc, M. MONTES Mathieu, M. MORIN Sébastien, M. NICOLAS Frédéric, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine, Mme VANDENABELLE Bernadette, Mme VAUBAN Maryline, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, M. WATTEZ Robert, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ARAB Dalila, Mme AUTAIN Clémentine, Mme BOUR Patricia, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DELMAS Anne-Marie, Mme DUBOE Nicole, M. GATIGNON Stéphane, M. GRAMFORT Mathieu, M. MIGNOT Didier, Mme MOREIRA Véronique, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. SALINI Stéphane, Mme SEGURA Angela, M. VAZ Micaël,

AYANT DONNE
POUVOIR A

M. BAILLON Jean-François, M. MONTES Mathieu, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme PINHEIRO Amélie, M. FERREIRA Lino, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MABCHOUR Najet, M. WATTEZ Robert, M. ARDJOUNE Madani, Mme WANLIN Elsa, M. CHALLIER Guy, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. CARRE Julien, M. MEIGNEN Thierry,

ABSENTS

M. AMARI Farid, M. BARON Stéphane, M. CANNAROZZO Frank, M. CAHENZLI Denis, Mme COCOZZA Merzouba, M. HOPPE Yannick, Mme LEVE Séverine, M. MAHMOUDI Yacine, Mme MARCHOIS Maryline, M. MARIOT Claude, Mme MAROUN Séverine, Mme MISSOUR Sabrina, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme SAGNA Fatou,

SECRETAIRE DE
SEANCE

Mme Séverine MAROUN

DELIBERATION N°70 – AMENAGEMENT – DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SIMPLE ET RENFORCE ET DU DROIT DE PRIORITE AUX COMMUNES ET AU PRESIDENT EN FONCTION DES TERRITOIRES

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Thierry MEIGNEN,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 213-3, L 240-1 et L.324-1 à L 324-10 ;

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'établissement public foncier d'Ile-de-France ;

Vu les projets de protocole foncier et la convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT Paris Terres d'Envol adoptés par le conseil de territoire du 8 avril 2019,

Vu la délibération du conseil de territoire Paris Terres d'Envol n°18 du 20 mars 2017 relative à la délégation partielle du DPU aux communes du territoire et confirmation des délégations antérieurement constituées au profit d'opérateurs en application de l'article L 213-3 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil de territoire Paris Terres d'Envol n°28 du 8 avril 2019 relative à la délégation partielle du DPU aux communes du territoire, à l'EPFIF et confirmation des délégations antérieurement constituées au projet d'opérateurs en application de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal n°2019-03-04 du 14 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,

Vu la délibération du Bureau de l'EPFIF du 15 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20190624-70-24-06-2019-DE
Date de télétransmission : 03/07/2019
Date de réception préfecture : 03/07/2019

Vu la délibération du conseil de territoire Paris Terres d'Envol n°27 du 8 avril 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la ville du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,

Considérant que par délibération du 8 avril 2019, le conseil du territoire a délégué à l'EPFIF le droit de préemption pour l'ensemble des transactions à intervenir à l'EPFIF sur les six périmètres d'intervention prévus dans la convention d'intervention foncière dont il a approuvé les dispositions,

Considérant que l'EPFIF est compétent pour intervenir en matière de logements et de développement économique, et ne pourra réaliser des acquisitions que pour des projets ayant ces finalités, en conformité avec le projet de convention d'intervention foncière citée ci-avant,

Considérant que les six périmètres délimités par la convention représentent des tènements importants de la commune du Blanc-Mesnil, laquelle peut avoir besoin de préempter des biens à d'autres fins que celles poursuivies par l'EPFIF,

Considérant, au surplus, que la convention d'intervention foncière évoque une délégation au cas par cas au profit de l'EPFIF du droit de préemption en fonction de l'opportunité de procéder à la préemption des biens faisant l'objet des déclarations d'intention d'aliéner,

Considérant qu'en conséquence il convient d'annuler les dispositions de la délibération du 8 avril 2019 en ce qu'elle prévoit une délégation systématique du droit de préemption au profit de l'EPFIF dans les six périmètres susmentionnés, et de procéder à la délégation de ce droit au Président en lui donnant la capacité de procéder à son tour à la délégation du droit de préemption en fonction des opportunités, pour ces six périmètres et ceux d'intérêt territorial,

Considérant qu'il convient également de déléguer l'exercice du droit de priorité,

Après en avoir délibéré,

- **Confirme** l'abrogation de la délibération du 20 mars 2017 décidant de la délégation partielle du droit de préemption urbain,
- **Annule et remplace** par les dispositions suivantes la délibération n°28 du 8 avril 2019,
- **Confirme** l'ensemble des périmètres du droit de préemption urbain simple et renforcé antérieurement créés par les communes, ainsi que les périmètres de délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé antérieurement décidés par les communes,
- **Délègue** l'exercice du droit de préemption urbain simple et renforcé à chacune des communes du territoire, à l'exception :
 - Des périmètres d'intérêt territorial,
 - Des périmètres d'intervention foncières prévu dans le projet de convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la Ville du Blanc-Mesnil et l'EPT dénommés « Centre d'affaires – Paris Nord », « RN2 – 8 mai 1945 », « Barbusse Sud - Pierre et Marie Curie », « Avenue de la République » et « Avenue Paul Vaillant Couturier » et secteur de « La Molette » reportés dans les cartographies ci-jointes.
- **Délègue** l'exercice du droit de préemption urbain simple et renforcé dans les périmètres d'intérêt territorial et dans les périmètres prévus dans le projet de convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la commune du Blanc-Mesnil et l'EPT dénommés « Centre d'affaires – Paris Nord », « RN2 – 8 mai 1945 », « Barbusse Sud - Pierre et Marie Curie », « Avenue de la République » et « Avenue Paul Vaillant Couturier » et secteur de « La Molette », au Président de l'EPT,
- **Autorise** le président à déléguer le droit de préemption urbain simple et renforcé dans les périmètres susdits conformément à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme,
- **Délègue** l'exercice du droit de priorité conformément à l'article L.240-1 du Code de l'Urbanisme dans les périmètres prévus dans le projet de convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la commune du Blanc-Mesnil et l'EPT dénommés « Centre d'affaires – Paris Nord », « RN2 – 8 mai 1945 », « Barbusse Sud - Pierre et Marie Curie », « Avenue de la République » et « Avenue Paul Vaillant Couturier » et secteur de « La Molette », au président de l'EPT et autorise le président à déléguer le droit de priorité simple et renforcé dans les périmètres susdits, conformément à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme,
- **Précise** que les communes devront notifier à réception, par lettre simple, à l'EPT Paris Terres d'Envol, une copie de chaque déclaration d'intention d'aliéner, dont elles seront destinataires sur l'ensemble des périmètres relevant du droit de préemption réservé à celui-ci.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Adopté à l'unanimité

(56 voix pour, 1 abstention, 1 NPPV)



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20190624-70-24-06-2019-DE
Date de télétransmission : 03/07/2019
Date de réception préfecture : 03/07/2019